10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance

Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. GOUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne ou son espace)	50 cent.
RÉCLAMES (— d' —) 3 ^e page	1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

La Russie n'a pas été associée à l'apothéose. Notre intérêt est pourtant de ne pas oublier nos alliés d'hier qui doivent être nos alliés de demain. — La responsabilité de Guillaume. — Les incidents de Fiume. L'intervention énergique des Alliés calme les exaltés latins. — Les décrets gouvernementaux pour combattre la vie chère.

La Russie n'a pas été associée à la grandiose manifestation de lundi dernier. La chose n'était sans doute pas possible. Il faut pourtant accorder, à cette heure précise, une pensée à nos associés de la première heure, dont l'effort initial fut considérable, et contribua à la Victoire de la Justice. Cette justice viendra aussi pour le malheureux peuple courbé sous la tyrannie bolcheviste. Mais elle viendra surtout si les Alliés accordent une aide matérielle nécessaire aux régions peu à peu libérées du joug anarchiste.

Si nous ne venons pas au secours des provinces libérées, si elles continuent à vivre dans la misère et le dénuement lorsqu'elles verront s'éloigner les troupes rouges, les Allemands sauront profiter de l'occasion. Ils accourront au secours du peuple russe et inciteront ce dernier à une reconnaissance profitable !

Tandis que Lénine et Trotsky songent à jeter leur pays dans les bras des Boches et à apporter à ces derniers toute l'aide nécessaire « pour leur permettre de ne pas remplir les conditions du traité de Versailles », tandis qu'au même moment les bolchevistes décident d'entreprendre en France une propagande intense, un devoir impérieux s'impose à notre pays : aider les Russes qui veulent la résurrection de la nation. Le Temps signale avec raison l'importance de cette action : « Les premières relations qui vont se renouer entre l'Occident et la Russie auront une importance extrême. Les courants qui vont s'établir pourront se développer et se ramifier à l'avenir, mais il sera difficile de les détourner ou d'en créer d'autres à côté. La mise en valeur de la Russie sera une des tâches essentielles du vingtième siècle. La paix de l'Europe et de l'Asie en dépend. Pour le bien commun de la France et de la Russie, il ne faut pas que notre pays en soit exclu. »

La presse allemande continue à s'indigner à la nouvelle que le Kaiser et ses complices pourraient bien être jugés à Londres conformément aux clauses du Traité.

Les Boches, toujours respectueux de leurs engagements, entendent se soustraire à celui de livrer les coupables... en attendant mieux.

On tente même une manœuvre pour sauver l'impérial bandit, Bethmann-Holweg d'abord, Hindenburg ensuite, se sont offerts comme seuls responsables. Vraiment !... la guerre eût-elle été déclenchée par ces deux personnages si Guillaume avait VOULU la paix ?

Au surplus, il est aisé de prouver que le Kaiser songeait depuis longtemps à cette guerre dont il attendait d'immenses profits pour la Prusse. Parmi les propos belliqueux qu'il prodiguait en toutes occasions, il est intéressant de citer les suivants :

« Si l'on me pousse à bout, j'entre en France... L'Angleterre peut se mettre contre nous et détruire Hambourg. Mais, moi, c'est à Paris que je réglerai la question. »

(Paroles dites à Strasbourg, en mai 1905, à M. Zorn de Budach, alors secrétaire d'Etat d'Alsace-Lorraine.)

« Vous avez vu, Messieurs, quelle situation nous occupons dans le monde. Donc, la poudre sèche, l'épée aiguisée, les yeux vers le but, les muscades tendues et à bas les pessimistes. »

(Discours prononcé le 26 octobre 1905, à l'inauguration de la statue de Moltke.)

« Nous autres, nous devons avant tout cultiver les vertus guerrières et devons maintenir sans lacune notre armement. Me considérant comme l'instrument du Seigneur, sans au-

cul égard pour les vues et les opinions du jour, je vais mon chemin... (Discours prononcé le 25 août 1908, à Königsberg.)

« Si vous êtes contraints de vous retirer de Pologne, n'épargnez ni une fille, ni une maison. Que la terre soit nue sous le pied ! »

(Proclamation aux troupes de l'Est, le 13 septembre 1914.)

Voilà le criminel dont les Allemands prétendent faire une victime. Qu'on demande l'avis des millions de familles dont il a fait tuer les fils !

Les incidents de Fiume continuent à faire couler des flots d'encre par delà les Alpes. Mais il semble bien que nos voisins, revenus à une plus juste notion des choses, modèrent sérieusement le patriotisme farouche des impérialistes forcenés.

On sait que jamais les Alliés n'ont promis Fiume à l'Italie. Cela n'avait pas empêché M. Orlando de laisser une poignée de fanatiques s'emparer de la ville pour mettre les Alliés en présence d'un fait accompli. Cette tactique ne suffisait pas, quelques provocateurs organisèrent la chasse aux soldats français. Des faits déplorablement se produisirent. Il fallut mettre un terme aux agissements des exaltés qui risquaient de compromettre l'entente franco-italienne.

C'est alors que la Conférence intervint et que trois navires alliés allèrent jeter l'ancre dans le port de la ville réclamée à la fois par les Yougoslaves et par les Italiens.

Espérons qu'on va pouvoir régler le sort de la ville et par surcroît celui de l'Adriatique. Cette solution est urgente. Elle mettra fin à un conflit qui s'aggrave davantage avec le temps.

M. Tittoni a prêté le calme, dans son dernier discours au Sénat. Il a laissé entendre que la solution de l'Adriatique serait facilitée par le règlement du sort de l'Asie Mineure où l'Italie pourrait trouver des compensations. Souhaitons que la chose soit possible à condition que ces compensations soient fournies par nos ennemis... et par nos ennemis seuls.

On accorderait dès lors à la Yougoslavie les ports indispensables à sa prospérité et on pourrait francher la question de Fiume en faisant de la ville et du territoire l'environnant un Etat autonome, le port devenant port franc ; ou en décidant que la ville restant sous l'administration d'une commission intéraliée, les habitants seraient appelés à se prononcer par un plébiscite dans un délai à déterminer.

Cette solution ou une autre... mais qu'on en finisse avec la folle prétention des impérialistes italiens qui mettraient l'Europe à feu et à sang pour la seule réalisation d'une satisfaction égoïste.

Il est bon de noter, du reste, qu'il a suffi du geste énergique de l'Entente et du langage de M. Tittoni pour calmer une exaltation excessive. Des manifestations pro-françaises ont eu lieu le 14 juillet dans plusieurs villes italiennes.

Le langage de la raison finira par l'emporter.

Nous avons signalé les décrets pris par le gouvernement dans l'intention de combattre la vie chère. Il s'agit de mesures relatives au régime de notre commerce extérieur. L'intention est louable. Reste à savoir si les décrets auront une influence sérieuse sur la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons.

Etant donné que le point principal est d'accroître la production et que cette production ne pourra être augmentée qu'en important des machines et des matières premières, il semble que la première solution serait d'ouvrir largement les frontières. Un des décrets gouvernementaux a la prétention d'arriver à ce résultat. A la vérité on a surtout modifié les taxes, mais on ne supprime pas le régime prohibitif. On change simplement le mode de taxation. Nous voilà loin de la liberté si souvent promise.

Nous tournons, il est vrai, dans un cercle vicieux comme le remarquent les Débats : « Pour acheter, il faut vendre, car on ne paye finalement qu'en marchandises les marchandises qu'on achète, sous peine d'arriver bien vite à l'épuisement de tout son crédit. Mais pour vendre, il faut pro-

duire, et pour produire il faut d'abord importer largement les machines et les matières premières qu'on n'a pas, ou qu'on n'a plus. Est-ce à quoi nous allons ? Les décrets frappent d'un coefficient de 2 à 3 les droits existants avant la guerre. Allez, après cela, rééquiper nos usines détruites et nos exploitations agricoles dévastées ! Tout est calculé pour que rien ne puisse échapper à la nouvelle loi de la vie chère. Par exemple, alors qu'on réclame partout des installations frigorifiques dont l'absence ou la ridicule insuffisance dans nos ports, nos halles et nos marchés est cause de la perte journalière d'une quantité de denrées périssables, le décret applique aux « machines et appareils frigorifiques » le coefficient maximum, celui de 3. Et c'est ainsi sur toute la ligne, qu'il s'agisse de locomotives, de métiers à filer, de rouleaux compresseurs, de tracteurs agricoles, etc. On s'étonne, après cela, de voir la vie économique renaître si lentement. Mais le miracle, c'est même qu'elle s'y essaye, alors que tout est conjuré pour décourager les initiatives les plus tenaces. »

L'Etat ne parvient pas à triompher des manœuvres des protectionnistes qui ont intérêt à fermer les frontières pour sauvegarder des intérêts privés, alors qu'il ne faudrait le précociter que de l'intérêt général.

Ce ne sont donc pas les décrets ministériels qui changeront quoi que ce soit à la cherté de la vie. On n'obtiendra un résultat appréciable que le jour où on se décidera à transformer, à développer nos moyens de productions par l'amélioration de nos usines et par conséquent par la facilité d'achat des machines où elles sont fabriquées et ensuite par un travail intensif du haut en bas de l'échelle sociale. Tout le reste ne sera qu'un palliatif inefficace.

D'autres mesures ont été prises par le Conseil des ministres pour atteindre le but. Un commissaire du gouvernement a été désigné pour s'occuper activement de la question. Espérons qu'on finira par arriver à un résultat appréciable.

duire, et pour produire il faut d'abord importer largement les machines et les matières premières qu'on n'a pas, ou qu'on n'a plus. Est-ce à quoi nous allons ? Les décrets frappent d'un coefficient de 2 à 3 les droits existants avant la guerre. Allez, après cela, rééquiper nos usines détruites et nos exploitations agricoles dévastées ! Tout est calculé pour que rien ne puisse échapper à la nouvelle loi de la vie chère. Par exemple, alors qu'on réclame partout des installations frigorifiques dont l'absence ou la ridicule insuffisance dans nos ports, nos halles et nos marchés est cause de la perte journalière d'une quantité de denrées périssables, le décret applique aux « machines et appareils frigorifiques » le coefficient maximum, celui de 3. Et c'est ainsi sur toute la ligne, qu'il s'agisse de locomotives, de métiers à filer, de rouleaux compresseurs, de tracteurs agricoles, etc. On s'étonne, après cela, de voir la vie économique renaître si lentement. Mais le miracle, c'est même qu'elle s'y essaye, alors que tout est conjuré pour décourager les initiatives les plus tenaces. »

L'Etat ne parvient pas à triompher des manœuvres des protectionnistes qui ont intérêt à fermer les frontières pour sauvegarder des intérêts privés, alors qu'il ne faudrait le précociter que de l'intérêt général.

Ce ne sont donc pas les décrets ministériels qui changeront quoi que ce soit à la cherté de la vie. On n'obtiendra un résultat appréciable que le jour où on se décidera à transformer, à développer nos moyens de productions par l'amélioration de nos usines et par conséquent par la facilité d'achat des machines où elles sont fabriquées et ensuite par un travail intensif du haut en bas de l'échelle sociale. Tout le reste ne sera qu'un palliatif inefficace.

D'autres mesures ont été prises par le Conseil des ministres pour atteindre le but. Un commissaire du gouvernement a été désigné pour s'occuper activement de la question. Espérons qu'on finira par arriver à un résultat appréciable.

La suite de la discussion est renvoyée à jeudi après-midi.

Séance du 16 juillet
Dans la séance du matin, la Chambre vote un projet relatif aux promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur, au titre civil. Elle refuse de voter les croix de commandeur demandées par le ministre de la guerre. La demande des croix réclamées par le service du ravitaillement, soulevé de vives protestations. MM. Lafont, Bousset protestent. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance.

Dans la séance de l'après-midi, la Chambre revient au projet relatif au traitement du personnel scientifique et enseignant. Les 18 premiers articles du projet sont adoptés.

La suite de la discussion est renvoyée à jeudi.

Séat
Séance du 16 juillet
En ouvrant la séance, M. Dubost prononce un discours pour rappeler la belle manifestation du 14 juillet. Il salu les héros qui ont défilé sous l'Arc de triomphe. M. Pichon, au nom du Gouvernement, s'associe à l'hommage de M. Dubost.

Le Sénat vote le projet relatif à une nouvelle avance de la Banque de France.

CHRONIQUE LOCALE
La ballade des wagons !
Après l'avoine, le son !!!

On dit d'un individu qui se prête à toutes combinaisons pour arriver au but qu'il poursuit : « Il sait faire l'âne pour avoir du son. » Parfois, on entend, dans le public cette réflexion narquoise à l'adresse d'un quidam dont les facultés mentales paraissent baisser : « Donnez-lui du son, il devient âne ! »

Le son, « lou brén » n'est donc pas un aliment destiné, en principe, à l'alimentation de l'homme, bien que plus d'une fois, notre pain quotidien en ait contenu, au temps encore récent des pénibles restrictions.

Donc, comme l'avoine, le son est réservé à la nourriture des animaux ; mais il faut bien que l'homme cherche et se procure avoine et son pour nourrir ses bêtes.

Par le wagon 11698, on a vu qu'il n'hésitait pas à se procurer de l'avoine à n'importe quel prix. Il faut bien que les bêtes mangent, sinon, elles crevent, ce qui est une grosse perte pour le propriétaire.

Ceci est connu de tous les marchands d'avoine, de son, comme de maïs ; aussi, quand ils en ont en dépôt, s'empressent-ils de s'en débarrasser au meilleur prix. Et comme l'avoine, le son, le maïs, se vendait à un prix très élevé, les marchands essayaient par tous les moyens de s'en procurer.

C'est ainsi que s'il y a eu le coup de wagon d'avoine 11698, il y a eu également le coup de plusieurs wagons de son, qui, comme le wagon 11698, provenaient du ravitaillement, c'est-à-dire que ces wagons qui étaient destinés à être vendus à un prix fixé d'avance, unique à Cahors, dans le Lot, pour les besoins du cheptel, ont pris la poudre d'escampette vers d'autres régions plus ou peut-être moins désertées que notre région.

Donc, quatre wagons de son arrivèrent en gare de Cahors, adressés par le ravitaillement au bureau permanent, en avril 1919. Ils avaient été expédiés de Bordeaux en P. V. ou en G. V. et contenaient des sacs de son américain, s. v. p. oui, américain ! Si nos yeux ont bien vu, nous croyons même pouvoir dire que ces 4 wagons faisaient partie de l'expédition 305 ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Ce doit être quelque signe compréhensible pour les ravitailleurs du Bureau permanent.

Les wagons arrivés sont aussitôt examinés, pris en charge par qui de droit et répartis. Deux furent attri-

bués à deux négociants de notre ville.

Mais si un négociant accepta de prendre livraison des 365 sacs pesant 16790 kilos qui lui furent confiés, et qu'il a dû vendre depuis, le 2^e négociant ne crut pas devoir recevoir le wagon 39488 contenant 339 sacs pesant 15594 kilos.

Ce négociant, M. Bonnave, ayant refusé la marchandise, les 339 sacs furent alors entreposés dans l'immeuble Lacassagne, où ils sont encore depuis avril !

Pourquoi ces 339 sacs furent-ils refusés ? Il paraît que le tribunal de Cahors va être appelé, dans une prochaine audience, à trancher le différend qui existe entre M. Bonnave et le Bureau permanent.

Ainsi donc, sur ces 4 wagons de son américain arrivés à Cahors par ordre d'expédition du ravitaillement de Bordeaux n° 305, deux wagons ont été normalement, commercialement, loyalement distribués.

La suite de la discussion est renvoyée à jeudi après-midi.

L'emprunt anglais
Les chiffres définitifs de l'emprunt de la victoire en Angleterre n'ont pas encore pu être communiqués, mais les évaluations indiquent que le montant des souscriptions nouvelles, indépendamment des transferts d'autres émissions, s'élèvera à 750 millions de livres sterling.

Parmi les villes de province, Manchester vient en tête de liste avec 35 millions de livres ; Liverpool tient le second rang avec 25 millions.

La souscription personnelle la plus grande qui est d'un million de livres sterling a été faite par un soldat anonyme.

Les Polonais vont occuper Thorn
Une note officielle annonce que les polonais entreront à Thorn le 24 juillet.

La chasse aux profiteurs en Angleterre
Le gouvernement anglais envisage l'établissement immédiat d'un système national de tribunaux locaux pour la répression des bénéfices abusifs, spécialement sur les vivres, les vêtements, les chaussures et articles de première nécessité.

Au Maroc Espagnol
(Officiel). — Le haut commissaire télégraphie le 13 juillet au ministre de la guerre que Raisouli, à la tête de tous les rebelles, a attaqué les postes et les voies de communication entre Larache et Tétouan. L'attaque, dirigée personnellement par Raisouli, a été d'une violence extraordinaire, inconnue jusqu'à présent.

Les forces espagnoles ont soutenu héroïquement l'attaque qu'elles ont repoussée, infligeant des pertes considérables à l'ennemi.

Les cheminots du Midi ne feront pas grève
La section du réseau du Midi du syndicat professionnel des cheminots de France a adressé à ses adhérents une protestation contre la grève du 21 juillet :

« Les membres du syndicat professionnel des cheminots de France, région du Midi, adhèrent entièrement à la protestation du groupe Paris-Etat contre le projet de grève du 21 juillet, ordonné par la C. G. T. Ils le repoussent énergiquement, comme nuisible aux intérêts de la corporation et de la France, et uniquement inspiré par des buts politiques. »

Chambre des Députés
Séance du 15 juillet 1919
Dans la séance du matin, la Chambre discute le projet autorisant des nominations et promotions dans la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre.

M. Bon demande la question préalable. M. Leredu dit qu'il faut qu'il y ait une grande promotion civile de la guerre. M. Marin réclame le renvoi à la Commission. Cette motion est repoussée par 327 voix contre 168.

L'article 1^{er} du projet qui porte qu'un certain nombre de croix seront décorées aux Alsaciens et Lorrains est voté.

Dans la séance de l'après-midi, MM. Deschanel et Clemenceau prononcent d'éloquents discours pour célébrer la superbe fête de la Victoire.

M. Laurent interpelle sur la crise du sucre. MM. Lafont, Pressesmane, Tisserand, Cachin parlent sur la vie chère.

M. Boret répond aux interpellateurs. Il faut intensifier nos importations dit-il, et notre production. En ce qui concerne la question du sucre, six incendies, déclare-t-il, ont détruit de grandes provisions. Il espère qu'en septembre la situation sera redevenue normale. Dans tous les cas, le Gouvernement a décidé que le sucre ne serait plus délivré par les épiciers mais par les municipalités.

La création d'un état rhénan
On dit dans le milieu des provinces rhénanes que le gouvernement d'Empire ne s'oppose plus sérieusement à la formation d'un Etat indépendant de ces provinces, sous la réserve que cet Etat reste attaché à l'Empire allemand.

Les incidents de Berlin
Ainsi que nous l'annoncions mardi soir, un attentat qui exige un châtiement impitoyable s'est produit à Berlin : un de nos sous-officiers, un maréchal des logis de dragons, a été attaqué par la foule et tué d'un coup de couteau dans le dos.

Le général Dupont, chef de la mission militaire française à Berlin, a adressé à la commission allemande d'armistice une protestation formelle au sujet de ces incidents dont ont été

La suite de la discussion est renvoyée à jeudi après-midi.

Séance du 16 juillet
Dans la séance du matin, la Chambre vote un projet relatif aux promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur, au titre civil. Elle refuse de voter les croix de commandeur demandées par le ministre de la guerre. La demande des croix réclamées par le service du ravitaillement, soulevé de vives protestations. MM. Lafont, Bousset protestent. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance.

Dans la séance de l'après-midi, la Chambre revient au projet relatif au traitement du personnel scientifique et enseignant. Les 18 premiers articles du projet sont adoptés.

La suite de la discussion est renvoyée à jeudi.

Séat
Séance du 16 juillet
En ouvrant la séance, M. Dubost prononce un discours pour rappeler la belle manifestation du 14 juillet. Il salu les héros qui ont défilé sous l'Arc de triomphe. M. Pichon, au nom du Gouvernement, s'associe à l'hommage de M. Dubost.

Le Sénat vote le projet relatif à une nouvelle avance de la Banque de France.

CHRONIQUE LOCALE
La ballade des wagons !
Après l'avoine, le son !!!

On dit d'un individu qui se prête à toutes combinaisons pour arriver au but qu'il poursuit : « Il sait faire l'âne pour avoir du son. » Parfois, on entend, dans le public cette réflexion narquoise à l'adresse d'un quidam dont les facultés mentales paraissent baisser : « Donnez-lui du son, il devient âne ! »

croi devoir joindre 5 francs à leur envoi.

Nous les avons priés de vouloir bien faire reprendre cette somme.

Légion d'honneur

Parmi les nouveaux promus au grade de chevalier de la Légion d'honneur, nous relevons avec plaisir le nom de M. Mazières (Maurice-Claude), lieutenant au 11^e d'infanterie.

M. Mazières qui est le fils du sympathique conseiller général du canton sud de Cahors a été l'objet de plusieurs citations à l'ordre du jour et à l'ordre de l'armée et a été blessé à l'ennemi.

Sa croix de guerre est ornée de 3 palmes, de 2 étoiles de vermeil et d'une étoile d'argent.

Nous adressons au jeune légionnaire nos plus vives félicitations pour la haute et méritée distinction qu'il vient de recevoir.

L'Officiel publie les nominations posthumes au grade de chevalier de la Légion d'honneur des officiers du 7^e dont les noms suivent :

Pour chevalier : Fraysse Camille, sous-lieutenant (réservé) à la 5^e compagnie du 7^e rég. d'infanterie ; jeune officier d'un allant et d'un courage remarquables et doué des plus belles qualités militaires. A trouvé une mort glorieuse, le 1^{er} juin 1918, à Vierzey-Longpont (Aisne), au cours de l'offensive allemande. A été cité.

Valle (Paul-Philippe, sous-lieutenant (réservé) à la 10^e compagnie du 7^e rég. d'infanterie ; officier d'un courage remarquable, a été tué dans la journée du 12 juillet 1916, alors qu'il portait sa section sous un bombardement formidable sur une crête que l'ennemi allait occuper. A été cité.

Boulogne Georges, sous-lieutenant (réservé) à la 6^e compagnie du 7^e rég. d'infanterie ; excellent officier, ayant toujours fait preuve de la plus grande bravoure. A trouvé une mort glorieuse, le 18 juillet 1918, en se portant à l'attaque de fortes positions ennemies. A été cité.

Médaille d'honneur

La médaille d'argent des P. T. T. est décernée à M. Taurand, facteur-receveur à St-Pierre-Toirac.

La médaille de bronze est décernée à MM. Compastie, facteur local à Souillac et à M. Espitalié, courrier auxiliaire à Souillac.

Nos félicitations.

Tabacs

MM. Marichal Charles Léon, Picou, Romain Marcelli sont nommés commis de culture de 8^e classe dans la direction de Cahors.

La mort de M. Mazure

Nous avons eu le regret d'annoncer le mort tragique de notre ami M. Mazure, ancien professeur au lycée Gambetta, Inspecteur d'Académie à Alger.

M. Mazure sortait de chez lui : il voulait prendre un tram en marche, se dirigeant sur Alger. Il avait déjà saisi la main courante du tram, lorsqu'un coup de vent enleva son chapeau.

M. Mazure aurait voulu ramasser son chapeau ; c'est alors que, descendant du marchepied, il aurait roulé la tête la première sous la jardinière dont les deux roues lui passèrent sur la cuisse droite, la sectionnant en partie. Atteint également de graves blessures à la tête et à l'autre cuisse, M. Mazure était transporté à l'hôpital de Mustapha où il fut procédé à l'amputation du membre écrasé.

Malgré les soins pressés qui lui furent prodigués, M. Mazure succomba à une abondante hémorragie.

M. Mazure n'était âgé que de 53 ans. Les obsèques de M. Mazure ont été célébrées à Alger, au milieu d'une foule considérable. Au cimetière, de nombreux discours ont été prononcés.

Nous saluons la mémoire de notre regretté ami et nous renouvelons à Mme Mazure, à ses enfants, l'expression de nos bien sincères condoléances.

Paroles historiques ou non...

Au moment où l'Allemagne écrasée par le droit et la justice, fait entendre dans ses journaux les hurlements d'indignation : Vengeance pour 1919, il est intéressant de savoir si, réellement, Bismarck a prononcé, en son temps, les paroles que le monde entier a répétées : « La Force prime le Droit ». Le Chancelier à la main de fer prétend le contraire. Posons d'abord quelques prémisses, afin de mieux asseoir nos conclusions.

Par la spéculation de ses métaphysiciens et par les actes de ses politiques, l'Allemagne absorbe le droit dans la force supérieure, matérielle ou intellectuelle. La suppression de la guerre dit Strauss, n'est pas moins chimérique que la suppression des orages.

L'ultima ratio regum sera toujours le canon. Dans le monde de l'homme, comme dans le monde animal, ce qui règne dit Schopenhauer, c'est la force et non le droit... le droit n'est que la mesure de la puissance de chacun. Max Stirner ajoute : « Je n'ai pas besoin du droit, ce que je puis acquérir par la force, je le possède et j'en jouis. » Le droit, prétend la philosophie allemande, n'est que la force transformée, comme tous les phénomènes de la nature ne sont que du mouvement transformé. Au diable ! celui qui éprouve de la pitié ! écrit un historien de la guerre de 30 ans. Celui-là ignore l'art de la guerre. Et l'historien moderne Freitscke racontant un incident de la campagne de Russie nous dit qu'un allemand remarquable dans un chargement de cadavres un malheureux blessé, égaré parmi les morts, l'acheva à coups de crosse, par miséricorde afin d'abréger ses souffrances ; la brutalité ancestrale se manifestait en 1812, comme elle s'est redoublée en 1914. Voilà, au hasard de la plume, quelques idées mettant au grand jour l'éducation philosophique allemande, et la mentalité

qui en découle. Ceci posé, examinons si Bismarck a exprimé sinon les paroles, du moins les pensées qu'on lui attribue.

C'était en 1863, le 27 janvier ; il y eut à la Chambre entre les députés de la Couronne une discussion à propos de l'usage illégal du budget par le gouvernement.

Bismarck, après s'être efforcé de représenter la violation des lois constitutionnelles comme une application de ces lois mêmes, laissa entendre que, si le parlement n'accordait pas les subsides, le gouvernement les prendrait.

Et il prononça ces paroles : « Un homme d'Etat d'une grande expérience en matière de constitution, a dit que toute la vie constitutionnelle n'est qu'une suite de compromis. Que l'un des pouvoirs veuille persister dans ses propres vues avec un absolutisme doctrinaire, la série des compromis se trouve arrêtée, interrompue ; à leur place naissent des conflits, et, comme l'existence de l'Etat ne peut s'arrêter, les conflits dégénèrent en question de force ; car celui qui a la force en main continue à avancer dans le sens qui est le sien, parce que la vie de l'Etat ne peut s'arrêter un instant. C'est absolument la théorie Darwinienne. A la puissance des individus, celle du temps, à celle des peuples succède la force des races et, par conséquent, le droit des races que la lutte des nations fait surgir. Sous cette force nouvelle, le droit de la force essaie de se justifier absolument en se révélant comme la loi de la nature entière. Les grands arbres étouffent les petits et la sève de la terre, le Comte de Schwérin, dans sa réponse à Bismarck, traduisit cette théorie, so-disant constitutionnelle, en ces termes : « La Force prime le Droit », Bismarck répliqua et nia avoir employé de pareilles expressions. « J'ai voulu simplement dire ce qui suit : J'ai conseillé un compromis, parce que, sans cela, il ne faut pas produire des conflits ; que ces conflits sont des questions de puissance et que la vie, ne pouvant subir de temps d'arrêt, celui qui serait en possession de la puissance serait dans la nécessité d'en user. » Mais la devise Bismarckienne avait pris corps et circulait de bouche en bouche. Le 19 mars 1869 Bismarck protesta de nouveau au Reichstag et prétend que jamais ces paroles n'ont été sur ses lèvres, mais sur celles du Comte de Schwérin. — Dans une séance d'avril 1870, Bismarck revient à la charge, avec les mêmes dénégations, au point de vue de la forme, mais il trahit sa pensée et avoue que sa devise est bien celle qu'on lui attribue : « C'est vraiment un tort que de prêter à l'égard des paroles dites par le représentant du gouvernement fédéral cette liberté de leur faire subir de petites ne dirai pas falsification, mais exagération. » Voilà l'avent : je n'ai pas dit cela mais j'ai pensé et exprimé en d'autres termes. Et, ajoutons, il l'a prouvé — ce que je ne peux obtenir, je le prends, je le vole. Je suis plus fort que vous, je vous renverse. Bismarck a été mis au rancart par le Kaiser et la Kaiser et sa bande, à leur tour, se sont enfuis. « La force supérieure avance toujours dans sa direction propre sans autre règle qu'elle-même. »

Ant. CHÉRY.

Mouvement des vins

L'Officiel publie le mouvement des vins, dans le Lot, pendant le mois de juin 1919 :

Quantités de vins sorties des chais des récoltants : 5.576 hectolitres. Antérieures à la campagne : 67.709 hectolitres. Total : 73.285 hectolitres.

Quantités de vins soumises au droit de circulation : 9.261 hectolitres. Antérieures : 85.883 hectolitres. Total : 95.144 hectolitres.

Stock commercial existant chez les marchands en gros : 3.419 hectolitres.

Marché du travail

L'Officiel publie la situation du marché du travail pendant la semaine du 30 juin au 5 juillet 1919, dans le Lot. Nombre de déplacements : 25 hommes, 18 femmes.

Demandes d'emploi non satisfaites : 1 homme et 2 femmes. Offres d'emplois non satisfaites : usiniers et manœuvres industriels : 4 hommes. Autres travailleurs : 5 hommes, 4 femmes.

Situation des cultures

L'Officiel publie des enquêtes sur la situation des cultures dans le Lot au 1^{er} juin 1919 : Mais : superficie : 40 hectares. (Au 1^{er} juin les ensemencements n'étaient pas terminés) ; Pommes de terre : Superficie, 6.000 hectares ; état des cultures, assez bon ; Topinambours : Superficie, 30 hectares ; état de cultures, assez bon ; betteraves fourragères : superficie, 4.200 hectares ; état des cultures, assez bon ; prairies artificielles : superficie, 23.500 hectares ; état des cultures, bon ; prairies temporaires : superficie, 1.600 hectares ; état des cultures, bon ; fourrages verts : superficie, 3.400 hectares ; état des cultures, bon ; céréales : superficie, 35.000 hectares ; état des cultures, assez bon ; herbes : superficie, 12.900 hectares ; état des cultures, assez bon ; vignes : superficie, 24.500 hectares ; état des cultures, bon ; lin : superficie, 15 hectares ; état des cultures, bon ; chanvre : superficie, 30 hectares ; état des cultures, bon ; tabac : superficie, 1.000 hectares. (Repiquages non terminés au 1^{er} juin).

Foire du 12 juillet

La foire du 12 juillet a été très peu importante. Voici les cours des animaux et des denrées diverses.

Bovillons, de 1.000 à 2.800 francs la paire ; bœufs et vaches grasses, bœufs de travail, néant ; moutons gras, 2,10 ; agneaux, de 2,20 à 2,40 le kilo ; brebis d'élevage, de 95 à 120 fr. pièce.

Poules grasses, 4,40 ; poulets 4,60 ; lapins privés, 1,60 ; canards, 3,60 le demi-kilo ; canetons, de 12 à 14 fr. ; oisons, de 25 à 30 francs la paire ; œufs, 5,50 la douzaine.

Appel à tous les fonctionnaires

Les fonctionnaires et employés de l'Etat, du département et des communes sont priés de vouloir bien se réunir le lundi 21 juillet courant à 17 heures 1/2 à la Mairie de Cahors, en vue de la formation d'une Union départementale des fonctionnaires.

Brevet élémentaire et concours de l'Ecole Normale d'Instituteurs

Sont définitivement admis : 5 aspirants sur 35 candidats.

1^{er} Brevet élémentaire seul : Bragard, Crispel, Delmas.

2^{es} Brevet élémentaire et école normale : 1^{er} Auricoste ; 2^e Sirieys.

Audiences de vacation

Les audiences de vacation du tribunal correctionnel de notre ville, auront lieu les samedis 9 et 23 août, 6 et 20 septembre.

La dernière audience avant les vacances aura lieu le 31 juillet.

Commencement d'incendie

Mercredi soir, un commencement d'incendie s'est déclaré dans l'immeuble du Café de la Paix, place St-Maurice.

L'alarme donnée, M. Marcenac, inspecteur de police et les agents, se rendirent sur les lieux et avec l'aide de quelques personnes parvinrent à éteindre le feu.

Les dégâts ne sont pas importants.

Réformés temporaires

Les réformés temporaires appartenant ou assimilés à une classe démobilisée, sont, à l'expiration de leur congé et après examen d'une commission de réforme, affectés par les soins du commandant du bureau de recrutement, à un dépôt qui devient leur dépôt démobilisateur. Mais ils n'ont pas à se présenter à ce dépôt.

Après la séance de la commission de réforme, ils sont renvoyés dans leurs foyers, où leur titre de congé illimité leur sera adressé.

Primes de rengagements

Le décret du 11 mars, qui a fixé des primes pour les rengagés, n'autorise le paiement que dans les cas prévus par la loi de recrutement. Or, d'après la loi du 7 août 1913 (art. 31), il n'est pas possible d'accorder des primes de rengagement au militaires des troupes métropolitaines comptant plus de cinq ans de services. Des crédits sont demandés au Parlement, au titre du 3^e trimestre 1919, pour attribuer à cette catégorie de rengagés des avantages particuliers, sous forme de suppléments de hautes payes.

Permissions pour examens

Une circulaire du 1^{er} juin (Officiel du 4) a ratifié celle du 2 mai et prescrit que les candidats aux divers examens et concours qui auraient déjà bénéficié de leur permission de départ normale pour la période du 1^{er} avril au 1^{er} août, auraient droit, sur leur demande, à une permission exceptionnelle leur permettant de participer aux épreuves, sous la réserve que la durée en serait prélevée sur les permissions ultérieures.

Mouvement des vins

L'Officiel publie le mouvement des vins, dans le Lot, pendant le mois de juin 1919 :

Quantités de vins sorties des chais des récoltants : 5.576 hectolitres. Antérieures à la campagne : 67.709 hectolitres. Total : 73.285 hectolitres.

Quantités de vins soumises au droit de circulation : 9.261 hectolitres. Antérieures : 85.883 hectolitres. Total : 95.144 hectolitres.

Stock commercial existant chez les marchands en gros : 3.419 hectolitres.

Marché du travail

L'Officiel publie la situation du marché du travail pendant la semaine du 30 juin au 5 juillet 1919, dans le Lot. Nombre de déplacements : 25 hommes, 18 femmes.

Demandes d'emploi non satisfaites : 1 homme et 2 femmes. Offres d'emplois non satisfaites : usiniers et manœuvres industriels : 4 hommes. Autres travailleurs : 5 hommes, 4 femmes.

Situation des cultures

L'Officiel publie des enquêtes sur la situation des cultures dans le Lot au 1^{er} juin 1919 : Mais : superficie : 40 hectares. (Au 1^{er} juin les ensemencements n'étaient pas terminés) ; Pommes de terre : Superficie, 6.000 hectares ; état des cultures, assez bon ; Topinambours : Superficie, 30 hectares ; état de cultures, assez bon ; betteraves fourragères : superficie, 4.200 hectares ; état des cultures, assez bon ; prairies artificielles : superficie, 23.500 hectares ; état des cultures, bon ; prairies temporaires : superficie, 1.600 hectares ; état des cultures, bon ; fourrages verts : superficie, 3.400 hectares ; état des cultures, bon ; céréales : superficie, 35.000 hectares ; état des cultures, assez bon ; herbes : superficie, 12.900 hectares ; état des cultures, assez bon ; vignes : superficie, 24.500 hectares ; état des cultures, bon ; lin : superficie, 15 hectares ; état des cultures, bon ; chanvre : superficie, 30 hectares ; état des cultures, bon ; tabac : superficie, 1.000 hectares. (Repiquages non terminés au 1^{er} juin).

La foire du 12 juillet a été très peu importante. Voici les cours des animaux et des denrées diverses.

Bovillons, de 1.000 à 2.800 francs la paire ; bœufs et vaches grasses, bœufs de travail, néant ; moutons gras, 2,10 ; agneaux, de 2,20 à 2,40 le kilo ; brebis d'élevage, de 95 à 120 fr. pièce.

Poules grasses, 4,40 ; poulets 4,60 ; lapins privés, 1,60 ; canards, 3,60 le demi-kilo ; canetons, de 12 à 14 fr. ; oisons, de 25 à 30 francs la paire ; œufs, 5,50 la douzaine.

Appel à tous les fonctionnaires

Les fonctionnaires et employés de l'Etat, du département et des communes sont priés de vouloir bien se réunir le lundi 21 juillet courant à 17 heures 1/2 à la Mairie de Cahors, en vue de la formation d'une Union départementale des fonctionnaires.

Brevet élémentaire et concours de l'Ecole Normale d'Instituteurs

Sont définitivement admis : 5 aspirants sur 35 candidats.

1^{er} Brevet élémentaire seul : Bragard, Crispel, Delmas.

2^{es} Brevet élémentaire et école normale : 1^{er} Auricoste ; 2^e Sirieys.

Audiences de vacation

Les audiences de vacation du tribunal correctionnel de notre ville, auront lieu les samedis 9 et 23 août, 6 et 20 septembre.

La dernière audience avant les vacances aura lieu le 31 juillet.

Commencement d'incendie

Mercredi soir, un commencement d'incendie s'est déclaré dans l'immeuble du Café de la Paix, place St-Maurice.

L'alarme donnée, M. Marcenac, inspecteur de police et les agents, se rendirent sur les lieux et avec l'aide de quelques personnes parvinrent à éteindre le feu.

Les dégâts ne sont pas importants.

Réformés temporaires

Les réformés temporaires appartenant ou assimilés à une classe démobilisée, sont, à l'expiration de leur congé et après examen d'une commission de réforme, affectés par les soins du commandant du bureau de recrutement, à un dépôt qui devient leur dépôt démobilisateur. Mais ils n'ont pas à se présenter à ce dépôt.

Après la séance de la commission de réforme, ils sont renvoyés dans leurs foyers, où leur titre de congé illimité leur sera adressé.

Primes de rengagements

Le décret du 11 mars, qui a fixé des primes pour les rengagés, n'autorise le paiement que dans les cas prévus par la loi de recrutement. Or, d'après la loi du 7 août 1913 (art. 31), il n'est pas possible d'accorder des primes de rengagement au militaires des troupes métropolitaines comptant plus de cinq ans de services. Des crédits sont demandés au Parlement, au titre du 3^e trimestre 1919, pour attribuer à cette catégorie de rengagés des avantages particuliers, sous forme de suppléments de hautes payes.

Permissions pour examens

Une circulaire du 1^{er} juin (Officiel du 4) a ratifié celle du 2 mai et prescrit que les candidats aux divers examens et concours qui auraient déjà bénéficié de leur permission de départ normale pour la période du 1^{er} avril au 1^{er} août, auraient droit, sur leur demande, à une permission exceptionnelle leur permettant de participer aux épreuves, sous la réserve que la durée en serait prélevée sur les permissions ultérieures.

Mouvement des vins

L'Officiel publie le mouvement des vins, dans le Lot, pendant le mois de juin 1919 :

Quantités de vins sorties des chais des récoltants : 5.576 hectolitres. Antérieures à la campagne : 67.709 hectolitres. Total : 73.285 hectolitres.

Quantités de vins soumises au droit de circulation : 9.261 hectolitres. Antérieures : 85.883 hectolitres. Total : 95.144 hectolitres.

Stock commercial existant chez les marchands en gros : 3.419 hectolitres.

Marché du travail

L'Officiel publie la situation du marché du travail pendant la semaine du 30 juin au 5 juillet 1919, dans le Lot. Nombre de déplacements : 25 hommes, 18 femmes.

Demandes d'emploi non satisfaites : 1 homme et 2 femmes. Offres d'emplois non satisfaites : usiniers et manœuvres industriels : 4 hommes. Autres travailleurs : 5 hommes, 4 femmes.

Situation des cultures

L'Officiel publie des enquêtes sur la situation des cultures dans le Lot au 1^{er} juin 1919 : Mais : superficie : 40 hectares. (Au 1^{er} juin les ensemencements n'étaient pas terminés) ; Pommes de terre : Superficie, 6.000 hectares ; état des cultures, assez bon ; Topinambours : Superficie, 30 hectares ; état de cultures, assez bon ; betteraves fourragères : superficie, 4.200 hectares ; état des cultures, assez bon ; prairies artificielles : superficie, 23.500 hectares ; état des cultures, bon ; prairies temporaires : superficie, 1.600 hectares ; état des cultures, bon ; fourrages verts : superficie, 3.400 hectares ; état des cultures, bon ; céréales : superficie, 35.000 hectares ; état des cultures, assez bon ; herbes : superficie, 12.900 hectares ; état des cultures, assez bon ; vignes : superficie, 24.500 hectares ; état des cultures, bon ; lin : superficie, 15 hectares ; état des cultures, bon ; chanvre : superficie, 30 hectares ; état des cultures, bon ; tabac : superficie, 1.000 hectares. (Repiquages non terminés au 1^{er} juin).

La foire du 12 juillet a été très peu importante. Voici les cours des animaux et des denrées diverses.

Bovillons, de 1.000 à 2.800 francs la paire ; bœufs et vaches grasses, bœufs de travail, néant ; moutons gras, 2,10 ; agneaux, de 2,20 à 2,40 le kilo ; brebis d'élevage, de 95 à 120 fr. pièce.

Poules grasses, 4,40 ; poulets 4,60 ; lapins privés, 1,60 ; canards, 3,60 le demi-kilo ; canetons, de 12 à 14 fr. ; oisons, de 25 à 30 francs la paire ; œufs, 5,50 la douzaine.

Appel à tous les fonctionnaires

Les fonctionnaires et employés de l'Etat, du département et des communes sont priés de vouloir bien se réunir le lundi 21 juillet courant à 17 heures 1/2 à la Mairie de Cahors, en vue de la formation d'une Union départementale des fonctionnaires.

Brevet élémentaire et concours de l'Ecole Normale d'Instituteurs

Sont définitivement admis : 5 aspirants sur 35 candidats.

1^{er} Brevet élémentaire seul : Bragard, Crispel, Delmas.

2^{es} Brevet élémentaire et école normale : 1^{er} Auricoste ; 2^e Sirieys.

Audiences de vacation

Les audiences de vacation du tribunal correctionnel de notre ville, auront lieu les samedis 9 et 23 août, 6 et 20 septembre.

La dernière audience avant les vacances aura lieu le 31 juillet.

Commencement d'incendie

Mercredi soir, un commencement d'incendie s'est déclaré dans l'immeuble du Café de la Paix, place St-Maurice.

L'alarme donnée, M. Marcenac, inspecteur de police et les agents, se rendirent sur les lieux et avec l'aide de quelques personnes parvinrent à éteindre le feu.

Les dégâts ne sont pas importants.

Réformés temporaires

Les réformés temporaires appartenant ou assimilés à une classe démobilisée, sont, à l'expiration de leur congé et après examen d'une commission de réforme, affectés par les soins du commandant du bureau de recrutement, à un dépôt qui devient leur dépôt démobilisateur. Mais ils n'ont pas à se présenter à ce dépôt.

Après la séance de la commission de réforme, ils sont renvoyés dans leurs foyers, où leur titre de congé illimité leur sera adressé.

Primes de rengagements

Le décret du 11 mars, qui a fixé des primes pour les rengagés, n'autorise le paiement que dans les cas prévus par la loi de recrutement. Or, d'après la loi du 7 août 1913 (art. 31), il n'est pas possible d'accorder des primes de rengagement au militaires des troupes métropolitaines comptant plus de cinq ans de services. Des crédits sont demandés au Parlement, au titre du 3^e trimestre 1919, pour attribuer à cette catégorie de rengagés des avantages particuliers, sous forme de suppléments de hautes payes.

Permissions pour examens

Une circulaire du 1^{er} juin (Officiel du 4) a ratifié celle du 2 mai et prescrit que les candidats aux divers examens et concours qui auraient déjà bénéficié de leur permission de départ normale pour la période du 1^{er} avril au 1^{er} août, auraient droit, sur leur demande, à une permission exceptionnelle leur permettant de participer aux épreuves, sous la réserve que la durée en serait prélevée sur les permissions ultérieures.

Mouvement des vins

L'Officiel publie le mouvement des vins, dans le Lot, pendant le mois de juin 1919 :

Quantités de vins sorties des chais des récoltants : 5.576 hectolitres. Antérieures à la campagne : 67.709 hectolitres. Total : 73.285 hectolitres.

Quantités de vins soumises au droit de circulation : 9.261 hectolitres. Antérieures : 85.883 hectolitres. Total : 95.144 hectolitres.

Stock commercial existant chez les marchands en gros : 3.419 hectolitres.

Marché du travail

L'Officiel publie la situation du marché du travail pendant la semaine du 30 juin au 5 juillet 1919, dans le Lot. Nombre de déplacements : 25 hommes, 18 femmes.

Demandes d'emploi non satisfaites : 1 homme et 2 femmes. Offres d'emplois non satisfaites : usiniers et manœuvres industriels : 4 hommes. Autres travailleurs : 5 hommes, 4 femmes.

Situation des cultures

L'Officiel publie des enquêtes sur la situation des cultures dans le Lot au 1^{er} juin 1919 : Mais : superficie : 40 hectares. (Au 1^{er} juin les ensemencements n'étaient pas terminés) ; Pommes de terre : Superficie, 6.000 hectares ; état des cultures, assez bon ; Topinambours : Superficie, 30 hectares ; état de cultures, assez bon ; betteraves fourragères : superficie, 4.200 hectares ; état des cultures, assez bon ; prairies artificielles : superficie, 23.500 hectares ; état des cultures, bon ; prairies temporaires : superficie, 1.600 hectares ; état des cultures, bon ; fourrages verts : superficie, 3.400 hectares ; état des cultures, bon ; céréales : superficie, 35.000 hectares ; état des cultures, assez bon ; herbes : superficie, 12.900 hectares ; état des cultures, assez bon ; vignes : superficie, 24.500 hectares ; état des cultures, bon ; lin : superficie, 15 hectares ; état des cultures, bon ; chanvre : superficie, 30 hectares ; état des cultures, bon ; tabac : superficie, 1.000 hectares. (Repiquages non terminés au 1^{er} juin).

La foire du 12 juillet a été très peu importante. Voici les cours des animaux et des denrées diverses.

Bovillons, de 1.000 à 2.800 francs la paire ; bœufs et vaches grasses, bœufs de travail, néant ; moutons gras, 2,10 ; agneaux, de 2,20 à 2,40 le kilo ; brebis d'élevage, de 95 à 120 fr. pièce.

Poules grasses, 4,40 ; poulets 4,60 ; lapins privés, 1,60 ; canards, 3,60 le demi-kilo ; canetons, de 12 à 14 fr. ; oisons, de 25 à 30 francs la paire ; œufs, 5,50 la douzaine.